

ASSOCIATION DES PATIENTS SOUFFRANT DU SYNDROME DE L'INTESTIN IRRITABLE (APSSII)

- STATUTS -

Assemblée Générale du 7 février 2024

I - OBJET ET COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 1 – NOM

L'Association des Patients Souffrant du Syndrome de l'Intestin Irritable (APSSII), fondée le 20 octobre 2010, est régie par la Loi du 1er Juillet 1901 et son décret d'application du 16 août 1901.

ARTICLE 2 – OBJET

L'association, dont la durée est illimitée, a pour objet :

- de soutenir et d'accompagner les personnes atteintes du syndrome de l'intestin irritable ainsi que leurs proches pour prévenir leur isolement, répondre à leurs difficultés d'ordre éducatif, professionnel, social, psychologique et juridique ainsi que leur apporter une aide dans leurs démarches de reconnaissance de leur handicap ;
- de promouvoir, soutenir, participer et développer des projets, y compris à l'international, en vue d'améliorer la prévention, le diagnostic, les soins et les traitements, la recherche et la connaissance du Syndrome de l'intestin irritable et des syndromes ou troubles associés ainsi que de faire connaître les résultats de ces projets ;
- de contribuer à la diffusion d'informations sur le Syndrome de l'Intestin Irritable et les syndromes ou troubles associés auprès des souffrants et de leurs proches, des professionnels de santé, des pouvoirs publics, et plus largement du grand public ;
- de mener des actions de sensibilisation et de plaider pour la défense des intérêts et des droits des personnes atteintes du Syndrome de l'intestin irritable et des syndromes ou troubles associés ;
- d'être le porte-parole des membres auprès des pouvoirs publics, des médias ou de toute autre personne physique ou morale, impliquée dans la connaissance, la reconnaissance, la prise en charge ou le traitement du syndrome de l'intestin irritable.

ARTICLE 3 – SIÈGE SOCIAL

L'association a son siège social à Bobigny. Il peut être transféré par simple décision du Conseil d'Administration.

ARTICLE 4 – MOYENS D'ACTION

Les moyens d'action de l'association sont, au niveau national et régional :

- un réseau de bénévoles ;
- des outils d'information, de communication et de diffusion ;
- des actions de formation et d'information ;
- le développement de partenariats qu'ils soient institutionnels ou privés ;
- l'organisation et la participation à des réunions, groupes de travail, conférences, séminaires ou congrès ;
- plus largement, tout autre moyen d'action légal dont l'association voudra bien se doter pour atteindre ses objectifs.

L'association peut par ailleurs adhérer à d'autres associations, unions ou regroupements par décision du conseil d'administration.

ARTICLE 5 – COMPOSITION

L'association se compose de :

- membres adhérents,
- membres d'honneur,
- membres bienfaiteurs.

Les membres adhérents versent une cotisation annuelle dont le montant est fixé par le conseil d'administration. Chaque membre cotisant bénéficie d'un droit de vote.

La qualité de membre d'honneur est décernée par le conseil d'administration à celui ou celle qui a rendu un service reconnu à l'association. Chaque membre d'honneur est exempté de cotisations. Il bénéficie d'un droit de vote.

La qualité de membre bienfaiteur est attribuée à une personne physique ou morale versant une contribution volontaire sans contrepartie. Le membre bienfaiteur peut participer à l'assemblée générale mais ne dispose pas du droit de vote.

La qualité de membre d'honneur ou de membre bienfaiteur résulte d'un agrément annuel du conseil d'administration.

ARTICLE 6 - PERTE DE LA QUALITÉ DE MEMBRE

La qualité de membre adhérent de l'association se perd :

- par la démission ;
- par le décès ;
- par la radiation prononcée par le conseil d'administration pour non-paiement de la cotisation annuelle ou pour motifs graves. Cette décision est susceptible de recours auprès de l'assemblée générale. Le membre concerné est préalablement appelé à fournir des explications.

II - ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

ARTICLE 7 – LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration met en œuvre les orientations stratégiques décidées par l'assemblée générale. Il prépare le budget prévisionnel à soumettre à l'assemblée générale. Il propose un arrêté des comptes ainsi que l'affectation des résultats et les soumet à l'approbation de l'assemblée générale. Il fixe chaque année le montant de la cotisation annuelle.

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs pour prendre au nom de l'association toutes les décisions qui ne sont pas expressément réservées à l'assemblée générale.

L'association est administrée par un conseil d'administration dont le nombre des membres, fixé par délibération de l'assemblée générale, est compris entre huit membres, au moins, et douze membres, au plus. Les membres du conseil d'administration sont élus par l'assemblée générale, au scrutin secret, pour une durée de 4 ans. Ils sont choisis parmi les membres adhérents. Les candidatures à cette fonction doivent être formulées par écrit auprès du Président un mois au moins avant la date de l'assemblée générale.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

En cas de vacance, le conseil d'administration pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à la date où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an et chaque fois qu'il est convoqué par son président. La présence du tiers au moins des membres du conseil d'administration est nécessaire pour la

validité des délibérations. Chaque administrateur ne peut détenir plus d'un pouvoir. La majorité retenue est celle de la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Sont réputés présents, au sens de l'alinéa précédent, les membres du conseil d'administration qui participent par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et leur participation effective à une délibération collégiale. Le conseil d'administration peut également délibérer par échanges d'écrits transmis par voie électronique dans les conditions définies par les articles 2 à 7 du décret 2014-1627 du 26 décembre 2014. Dans ce cas, le vote par procuration n'est pas autorisé.

Il est établi un procès-verbal des séances qui est signé par le Président et le Trésorier.

Les fonctions de membre du conseil d'administration ne peuvent donner lieu ni à rémunération, ni à indemnité, ni à tout autre avantage, sauf remboursement des frais en raison des fonctions qui leur sont confiées et sous réserve de la production de justificatifs.

Le conseil d'administration peut se faire assister des salariés de l'association ou d'experts indépendants appelés à émettre des avis sans droit de vote.

Les membres du conseil d'administration, ainsi que toute personne appelée à assister à ses réunions, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et de celles données comme telles par son président.

ARTICLE 8 – LE BUREAU

Le conseil d'administration choisit, parmi ses membres, au scrutin secret, un bureau composé d'un président et d'un vice-président si nécessaire, d'un trésorier et d'un trésorier adjoint si nécessaire, d'un secrétaire général et d'un secrétaire général adjoint si nécessaire.

Le bureau a un fonctionnement collégial. Il a pour fonction de gérer l'association au quotidien et de mettre en œuvre les décisions du conseil d'administration sous le contrôle de ce dernier. Il prépare les travaux du conseil d'administration, établit l'ordre du jour des séances et le convoque.

Il se réunit à la demande du Président et les consultations par voie électronique sont possibles, dans les mêmes conditions que pour le Conseil d'administration. Les salariés de l'association peuvent assister aux réunions du Bureau.

ARTICLE 9 – ASSEMBLEE GENERALE

ARTICLE 9. 1 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale comprend les membres de l'association mentionnés à l'article 5 du présent statut. A l'exception des membres bienfaiteurs, ils ont tous voix délibérative.

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le conseil d'administration ou sur la demande du quart au moins des membres de l'association. La convocation est transmise aux membres au moins 15 jours avant la date de l'assemblée générale. Son ordre du jour est défini par le conseil d'administration.

L'assemblée générale choisit son bureau qui peut être celui du conseil d'administration. Le vote par procuration est autorisé sans limitation du nombre de mandats, les pouvoirs en blanc étant attribués au président.

L'assemblée générale entend les rapports sur la gestion du conseil d'administration ainsi que sur la situation financière et morale de l'association. Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour, et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement du conseil d'administration.

Les délibérations de l'assemblée générale sont prises à main levée. Le scrutin à bulletin secret peut être demandé par le conseil d'administration ou par la majorité des membres présents ayant le droit de vote. La majorité retenue est celle de la majorité absolue des membres présents ou représentés ayant un droit de vote. En cas de partage des voix, celle du président de l'association est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des séances signées par le président et le trésorier, à défaut par un autre administrateur.

Les salariés de l'association peuvent assister aux réunions de l'assemblée générale mais ne peuvent participer aux votes.

ARTICLE 9. 2 – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Si besoin est, ou sur demande de la moitié plus un des membres de l'assemblée générale, le président peut convoquer une assemblée générale extraordinaire, suivant les formalités prévues pour les réunions de l'assemblée générale ordinaire.

ARTICLE 10 – LE PRÉSIDENT

Le président représente l'association dans tous les actes de la vie civile et ordonne les dépenses. Il peut donner délégation à un membre du Bureau.

Le conseil d'administration donne pouvoir au président d'ester en justice. En cas de représentation en justice, le président ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale donnée par le conseil d'administration.

Les représentants de l'association doivent jouir du plein exercice de leurs droits civils.

ARTICLE 11 – LE COMITÉ SCIENTIFIQUE

Le conseil d'administration est assisté par un comité scientifique constitué de cinq membres au moins et de quinze membres au plus qui sont désignés par le conseil d'administration pour une durée de 4 ans renouvelables.

Le président propose au conseil d'administration le nom des personnalités scientifiques qui lui paraissent, par leurs travaux, pouvoir éclairer le comité scientifique de leur avis. Le comité scientifique désigne parmi ses membres un ou deux présidents, et si besoin un vice-président, et un secrétaire.

Le comité scientifique a principalement pour rôle d'orienter et de coordonner les travaux et recherches qui correspondent aux buts de l'association, ainsi que de proposer la forme et l'étendue de la participation de l'association à leur avancement.

Le comité scientifique se réunit, au moins une fois par an, ainsi que sur la demande de son président, chaque fois que celui-ci le juge utile.

Le président du conseil d'administration est invité permanent au comité scientifique. Un membre du conseil d'Administration est également délégué pour assister à ses réunions. Les avis et propositions y sont adoptés à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président du comité scientifique est prépondérante.

ARTICLE 12 - RÉSEAU DES BÉNÉVOLES EN RÉGIONS

Afin de répondre à ses objectifs et d'agir à proximité de ses membres, l'association développe et anime un réseau de bénévoles en régions. Leur mission est organisée dans le cadre d'une convention signée avec le président de l'association.

III - DOTATIONS ET RESSOURCES ANNUELLES

ARTICLE 13 – LES RESSOURCES

Les ressources annuelles de l'association peuvent comprendre :

- des cotisations,
- des dons et legs ;
- des subventions publiques ;
- des partenariats, mécénats et dons provenant de personnes morales de droit privé ;
- toutes ressources liées à l'organisation d'évènements sollicitant le grand public ;
- des ressources créées à titre exceptionnel, telles que le produit de ventes pour services rendus ;
- des intérêts et revenus des biens et valeurs appartenant à l'association ;
- ainsi que de toutes sortes de ressources autorisées par la loi et règlements en vigueur, présents et à venir.

ARTICLE 14 - COMPTABILITÉ

Il est tenu une comptabilité faisant apparaître annuellement un compte de résultat, un bilan et une annexe. Le rapport financier annuel est mis à la disposition des membres au moins quinze jours avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire.

IV - MODIFICATION ET DISSOLUTION

ARTICLE 15 – MODIFICATION DES STATUTS

Sur la proposition du conseil d'administration ou du dixième des membres dont se compose l'assemblée générale, les statuts peuvent être modifiés par l'assemblée générale.

Dans l'un et l'autre cas, les propositions de modifications sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale, lequel doit être envoyé à tous les membres, au moins 15 jours à l'avance.

L'assemblée se compose des membres présents en exercice, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés. Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité qualifiée des deux tiers des membres présents ou représentés.

ARTICLE 16 – DISSOLUTION

L'assemblée générale, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'association et convoquée spécialement à cet effet, dans les conditions prévues à l'article précédent, doit comprendre, au moins, la moitié plus un des membres en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau, mais à 15 jours au moins d'intervalle, et cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

En cas de dissolution, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'association. Elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements analogues, publics ou reconnus d'utilité publique, ou à des établissements visés à l'article 6, alinéa 2, de la Loi du 1er juillet 1901 modifiée.

V - REGLEMENT INTERIEUR

Article 17 – REGLEMENT INTERIEUR

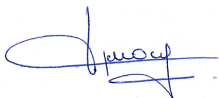
Un règlement intérieur peut être établi par le conseil d'administration qui le fait approuver par l'assemblée générale. Il est destiné à préciser certaines dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'association.

Toute modification du règlement intérieur faite sur proposition du conseil d'administration entre immédiatement en application à titre provisoire jusqu'à ce qu'elle soit soumise à l'assemblée générale la plus proche pour approbation définitive.

Fait à Bobigny, le 7 février 2024

La Présidente

Patricia RENOUL



La Trésorière

Sophie FUKS



La Secrétaire Générale

Sophie LE FLOCH

